

<https://www.aefinfo.fr/depeche/716865-reformes-incessantes-conditions-de-travail-a-fuir-le...>

✍ Elise Le Berre

🕒 8 min read

Réformes incessantes, conditions de travail à fuir : le SE-Unsa observe une démission silencieuse des enseignants

"Cette année a coûté à tous, mais n'a rapporté à personne", estime la secrétaire générale du SE-Unsa lors d'une conférence de presse, le 28 août 2024. Elisabeth Allain-Moreno pointe notamment la hausse, dans l'éducation, du nombre de départs volontaires, "même des personnels chevronnés". En cause, des réformes "incessantes", que les chefs d'établissement doivent mettre en place, notamment celle du choc des savoirs - mais le syndicat estime en revanche qu'en l'absence de texte, "il n'y a pas de réforme du DNB". Et observe, après cette année "sans avancée", des démissions "silencieuses".



Pour Cécile Suel (secrétaire nationale), Elisabeth Allain-Moreno (secrétaire générale) et Jérôme Fournier (secrétaire national) du SE-Unsa, le service public d'éducation doit être

"une priorité incontournable" du prochain gouvernement. SE-Unsa

"Une rentrée sans pilote rue de Grenelle en dit long, symboliquement, sur la déconsidération du gouvernement Macron pour l'école", estime la secrétaire générale du SE-Unsa, lors d'une conférence de presse le 28 août 2024. Pour Élisabeth Allain-Moreno, la rentrée scolaire est un "temps fort, qui doit être marqué politiquement par son pilote". Pour autant, elle estime que ce n'est pas à la veille de la rentrée qu'il est temps "d'apporter des réponses ou des nouveautés : les personnels n'en attendent pas. Ils souhaitent une rentrée sereine, et sans agitation".

Et ce d'autant plus que ces dernières années ont été marquées par les vagues ministérielles, souligne le SE-Unsa, qui estime qu'au final, cette année "a coûté à tous, mais n'a rapporté à personne. C'est de loin la plus marquante en matière de politique éducative chaotique", dénonce la secrétaire générale. Et d'égrener : "coût financier du pacte enseignant, avec un gain pas à la hauteur des contraintes engendrées ; coût RH, avec d'importantes pertes de personnels ; coût pour les élèves, pointés comme étant de plus en plus mauvais et violents..."

Les dossiers sont donc "de plus en plus nombreux et de plus en plus urgents" : pour Cécile Suel, secrétaire nationale, "il n'est pas possible de se permettre une année blanche supplémentaire".

"Même des personnels chevronnés choisissent de quitter le navire"

Pour démontrer cette urgence, elle cite le cas des "invisibles" : les CPE. Ces personnels "ne sont pas assez nombreux", et sont de plus en plus "accaparés par de nombreux sujets". À titre d'exemple, "50 % d'entre eux sont réfractaires harcèlement ou 'phare'", une tâche "qui les occupe beaucoup, mais pour laquelle ils estiment ne pas avoir les moyens de la mettre en œuvre".

Ces personnels, qui jouent un "rôle central dans la relation entre la famille et l'école" pâtissent en effet, selon le SE-Unsa, de la dégradation du climat scolaire : selon l'enquête du syndicat, plus de 3/4 des répondants au collège disent avoir vu leur charge de travail augmenter uniquement du fait de la hausse des conflits entre élèves ([lire sur AEF info](#)).

Conséquence : un CPE sur cinq ayant plus de 20 ans d'ancienneté dit vouloir changer de métier : un sur deux quand ils ont moins de 20 ans d'ancienneté.

De manière générale, le syndicat pointe une hausse des départs volontaires (démissions et ruptures conventionnelles) : tout personnels confondus, Cécile Suel dénombre 364 départs volontaires en 2008-2009, contre 2 836 en 2021. Sur ces 2 836 départs, 30 % des démissions étaient des démissions de stagiaire. "On est passé, en dix ans, de 83 démissions de stagiaires en 2011 à 780 en 2021". Et la part des personnels titulaires depuis plus de 5 ans représente maintenant la moitié des départs : "le malaise est là", souligne la secrétaire nationale. "Même des personnels chevronnés font le choix de quitter le navire".

Pour ces chiffres, la professeure documentaliste s'est appuyée sur le panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2022-2023 de la Depp, sur les données démographiques des ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, ou encore le baromètre Unsa.

"Il n'y a pas de réforme du DNB"

Autre personnel évoqué par le syndicat : les chefs d'établissement, qui doivent mettre en place les groupes de besoin en français et en mathématiques au collège, en 6e et 5e. "Ils s'arrachent les cheveux pour faire des emplois du temps", dénonce Jérôme Fournier, secrétaire national. Une "cacophonie", selon lui, qui "désorganise les collèges", lesquels ont mis en place ces groupes de manière "variable", souligne-t-il. "Quelques collèges résistent, et il n'y aura rien. D'autres, assez nombreux, en ont profité pour faire des groupes hétérogènes et alléger les effectifs. Certains vont s'essayer à faire des groupes de besoin."

Mais, et c'est ce que le syndicat "redoutait le plus", certains collèges ont organisé des classes - et non des groupes - de niveau. Comment l'expliquer ? "Cela reste le moyen le plus simple d'organiser la réforme, tout en consommant moins de moyens" - 20 % des collèges ont reçu des moyens supplémentaires, précise le secrétaire national, "très souvent des établissements en éducation prioritaire".

Ce phénomène de classes de niveau reste toutefois "à la marge", précise Jérôme Fournier, qui reproche à Gabriel Attal d'avoir "ouvert la boîte de Pandore".

Parmi les autres mesures du "choc des savoirs" évoquées par le syndicat : le DNB. Nicole Belloubet a indiqué lors de sa conférence de presse que les textes sur les nouvelles modalités de passage, qui ont été reportés en raison des affaires courantes, étaient prêts ([lire sur AEF info](#)) : elle espère une publication dès que le nouveau gouvernement sera nommé, pour une entrée en vigueur dès 2025. "Il n'y a pas de réforme du DNB", martèle Jérôme Fournier. "Il n'y a pas de textes, rien n'a été présenté aux organisations syndicales, ni en CSE. Il serait inacceptable que les règles changent en cours d'année, avertit-il : nous nous battons pour qu'il n'y ait pas de réforme du brevet en 2025".

Une "démission silencieuse"

Conséquence, selon le syndicat, de cette année "sans aucune avancée, mais avec de nombreux reculs" : une "démission silencieuse" des enseignants.

Réformes "incessantes", augmentation des salaires "pas à la hauteur", formation initiale "à revoir", mobilité géographique "empêchée" ou encore conditions de travail "qui font fuir" : les syndicalistes observent sur le terrain des personnels "écœurés", qui, désormais, "s'en tiennent à leur mission essentielle, mais cessent toute activité supplémentaire".

Cela aboutit, selon le SE-Unsa, à des difficultés pour trouver des enseignants volontaires pour être professeur principal, à des enseignants qui cessent de s'investir dans des projets ou d'organiser des voyages scolaires. Un phénomène d'autant plus "inquiétant" que c'est "grâce à l'engagement et à la bonne volonté des personnels que le bateau ne craque pas", note Cécile Suel. Qui évoque aussi les formateurs qui mettent fin à leurs fonctions face à la nouvelle organisation de la formation continue, qui se déplace sur le temps de vacances scolaires ou en fin de journée.

Les personnels demandent à être "reconnus et respectés par les autorités et l'opinion publique"

Qu'attend alors le SE-Unsa du prochain gouvernement ? "Des investissements dans l'école publique", pour Elisabeth Allain-Moreno, mais aussi un travail sur la mixité sociale et scolaire ([lire sur AEF info](#)) : "Les études PISA le démontrent, les inégalités sont le problème majeur du système scolaire français : soit le prochain ministre s'y attaque, soit on ne résoudra pas le problème de l'école", pointe Jérôme Fournier.

Il faut aussi revoir la carte de l'éducation prioritaire, mais avec une "attention" portée aux établissements qui en sortiraient : ce système de transition est "essentiel, car beaucoup d'éléments de rémunération sont liés à l'éducation prioritaire", souligne Jérôme Fournier.

Enfin, ils demandent une baisse des effectifs, une allocation des moyens liées aux difficultés des élèves, une formation qui réponde aux besoins des personnels, et que ceux-ci "soient reconnus et respectés pour leur travail, par les autorités et par l'opinion publique".

Generated with Reader Mode